

عمال مهاجرين في النضال

9ème année
N°62 Fév./Mars 1985

Travailleurs
Immigrés en
Lutte



Organe de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste
d'Algérie

4 FF

IMMIGRATION

- . Nouvelles attaques
- . 1000 expulsions par mois !
- . Renault licencie
- . Foyers

ALGERIE

- . Presse :
La fin du prêt-à-penser ?
- . Ben Bella et les
clins d'oeil au
régime
- . Le IIème Plan
Quinquennal :
Austérité plus
grande pour les
travailleurs !

INTERNATIONAL

- . Nouvelle-Calédonie
vestige du
colonialisme
- . Guerre Iran-Irak :
Où en est-elle ?

THEORIE

- . Tiers-Mondisme et
préjugés contre-
révolutionnaires

IMPERIALISME
FRANÇAIS HORS DE
NOUVELLE - CALEDONIE !

IMMIGRATION

**1000 EXPULSIONS
PAR MOIS !**

**la gauche fait
mieux que
la droite !**

**coup pour
coup !**

IMMIGRATION

Nouvelles attaques contre les travailleurs immigrés !

Après les promesses de 1981, la pseudo intégration des travailleurs immigrés en situation régulière s'avère être un discours on ne peut plus cynique lorsque les faits le contredisent.

Les mesures gouvernementales (cf notre article dans T.I.L. n° 60) sur le contrôle des frontières avec le fichage informatisé des flux, l'intensification des expulsions des travailleurs "irréguliers", les entraves au regroupement familial, la recrudescence des contrôles d'identité, viennent d'être complétées par une série de mesures initiées par Chirac et Cie qui s'est engagé à poursuivre l'offensive anti-immigrés en accentuant le contrôle des travailleurs d'une part et en supprimant certains avantages sociaux de l'autre.

UN CONTROLE ACCRU DE L'ENSEMBLE DES IMMIGRES

C'est au nom de la lutte contre les clandestins détenteurs de faux papiers, qu'à la demande de Chirac, le contrôle de l'ensemble des travailleurs immigrés s'est accru depuis quelques mois.

- les foyers sont les lieux de descente systématique. Sous prétexte qu'ils étaient des nids de clandestins plusieurs foyers ont été fermés ; les places disponibles dans l'ensemble des foyers sont réduites.

- autre mesure, le contrôle des certificats d'hébergement des travailleurs séjournant en France depuis moins de 3 mois sera renforcé.

SUPPRESSION D'AVANTAGES SOCIAUX

- Les travailleurs désirant scolariser leurs enfants en Maternelle devront justifier d'une carte de séjour valable jusqu'à la fin de l'année scolaire.

- Suppression de l'Allocation pour le 3e enfant. Cette aide qui avait été instituée à Paris en 1980 était destinée à encourager les familles nombreuses. Tous les parents résidant dans la capitale depuis plus de 3 ans bénéficiaient au 3e enfant, de cette allocation. Désormais les familles immigrées n'y auront plus droit.

- la mairie a demandé aux assistantes sociales de photocopier les cartes de séjour et d'identité des travailleurs immigrés venant demander une aide sociale, et de les expédier à la police aux fins de vérification. Grâce à la mobilisation des assistantes sociales qui ont refusé de devenir des "auxiliaires de police" et qui ont manifesté le 13 décembre dernier, cette mesure a été annulée.

FACE A CETTE OFFENSIVE, MOBILISONS-NOUS !

Au delà de toutes querelles de boutiques Droite et Gauche sont unies pour mener une offensive anti-immigrés, qui en l'absence de réaction ouvrière ne cesse de s'accroître.

Dans le contexte de crise, l'ensemble de la bourgeoisie renforce tout son arsenal répressif pour porter un coup à ceux qu'elle veut présenter comme responsables des maux de cette société. L'objectif est clair. En attaquant une fraction de la classe ouvrière, la bourgeoisie veut affaiblir l'ensemble de cette classe.

Face à ces attaques les travailleurs doivent s'organiser pour dénoncer les véritables responsables de la crise. Il appartient à tous les révolutionnaires, à tous les travailleurs conscients et aux travailleurs immigrés de se mobiliser et de s'opposer à toutes ces mesures répressives.

A BAS LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION
CONTRE LES RATIONNAGES POLICIERES ET RACISTES, ORGANISONS
UNE RIPOSTE GENERALE.

RENAULT

A bas les licenciements !

Al'heure où la crise n'épargne plus aucune entreprise, il devient difficile aux gestionnaires du système de sauver les édifices qui s'écroulent sans s'engager dans des procédures de licenciements massifs.

Après l'industrie navale, la sidérurgie, toutes les entreprises automobiles sont touchées. Renault, le "fleurion" de l'économie française, n'est pas épargné.

A la suite des vagues de grèves qui ont éclaté à Talbot, Citroën et à Renault en Octobre dernier, le gouvernement a élaboré un plan visant à dégraisser le sureffectif en "douceur". Mais les exigences de l'heure sont tout autres. Le déficit de Renault s'aggrave : il a atteint 9 milliards de francs. Les mesures s'imposent comme en atteste le "nouveau" langage du gouvernement et le changement de P.D.G. de l'entreprise nationalisée.

Expulsions

La droite fait mieux

UN PLAN DIFFERENT POUR LE GOUVERNEMENT, LE MELE RESULTAT POUR LES TRAVAILLEURS

En juin 1984, la Régie met en place un pseudo plan social destiné à ramener les effectifs de 98 000 à 89 000 en fin 85. Le déficit était alors de 3,6 milliards de francs. Le plan s'articulait autour de 4 axes :

- 8 500 pré-retraites,
- 1 200 retours pour les immigrés,
- 1 000 départs volontaires,
- 6 000 mutations dans le groupe, après formation. Le plan prévoyait 6 possibilités de refus au delà desquelles la direction se réservait le droit d'en "tirer les conséquences juridiques", ce qui signifie en clair que l'issue est le licenciement.

Mais aujourd'hui la situation diffère :

D'une part le déficit financier est tel que la Régie estime le suraffectif non plus à 15 300 mais à 25 000 et juge nécessaire de faire les économies "les plus facilement réalisables"; d'autre part, le plan s'avère difficilement applicable dans la mesure où les retours, les départs volontaires n'ont pas été ceux escomptés. Les mutations d'une région à l'autre n'intéressent pas les travailleurs. La formation de 10 mois, quant à elle, associée aux promesses de reclassement interne s'élèverait à plus d'un milliard de francs.

La déclaration d'Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel, qualifiant Jacques Calvet, P.D.G. de Peugeot-Citroën-Talbot, de bon gestionnaire et encourageant Renault à "resserrer sa gestion", l'élection du nouveau P.D.G. de Renault, G. Besse, qui déclare être un "pragmatique", laissent présager des événements.

ATTITUDE DES SYNDICATS

Les syndicats CGT, et CFDT (de façon plus hésitant) ont refusé le plan. Mais les raisons invoquées ne sont pas celles qui préoccupent les travailleurs.

La CGT considère que "la priorité doit être consacrée à la relance du marché national" et qu' "une exclusivité accordée à l'axe nord-américain, gouffre sans fond, doit être revue", ce qui signifie que pour sortir du marasme économique, la Régie a tout intérêt à rappatrier le capital investi dans la General Motors (dont Renault détient 46 % du capital). En bon apôtre de l'économie nationale, la CGT prêche : licenciez les travailleurs américains pour que vive la classe ouvrière française !

PREPARONS LA RIPOSTE

L'expérience acquise ces derniers mois et années nous permet de savoir que face aux travailleurs se trouveront le gouvernement et les directions syndicales qui le soutiennent. Alors que les licenciements se préparent, Les travailleurs doivent dès aujourd'hui préparer la riposte, avant de se retrouver à la rue.

Dès aujourd'hui refusons :

- tout licenciement
- les stages qui ne sont que l'antichambre du chômage
- les "aides au retour" qui sont des expulsions déguisées.

Organisons-nous sur la base :

de comités de grèves réunissant l'ensemble des travailleurs (syndiqués ou non) pour ne pas laisser la direction de la lutte aux dirigeants syndicaux qui, comme à Talbot et Citroën, ne manqueront pas de l'isoler et de la briser.

Expulsions

La droite fait mieux que la gauche

EXPULSIONS PAR TOUS LES TEMPS

Début janvier, 118 travailleurs africains ont été expulsés d'une H.L.M., située dans le 13^e, qu'ils occupaient depuis plusieurs années.

Suite à une panne générale (sic!) survenue il y a un mois, les résidents qui ont été privé d'électricité, de chauffage et d'eau ont été contraints de s'équiper de bouteilles de gaz pour se chauffer.

Sous prétexte que la présence de ses bouteilles représentait des risques, la préfecture de police a décidé l'évacuation de l'immeuble à 7h du matin par un froid de -10 °, alors que la loi interdit toute expulsion de logement durant l'hiver. Ce qui montre une fois de plus que pour la bourgeoisie tous les prétextes sont bons pour arriver à ses fins.

1000 EXPULSIONS PAR MOIS

Ensuite, plus généralement, tout nous montre que lorsque le gouvernement "de gauche" s'occupe des travailleurs immigrés, il fait les choses en grand. Selon le journal "Le Monde", 1 000 travailleurs immigrés sont expulsés chaque mois par la police française, soit 12 000 par an !

D'autre part, auparavant, si l'expulsé récidivait, il avait droit à 1 an d'interdiction de séjour. Désormais, les travailleurs "reconduits à la frontière" seront tous systématiquement interdits de séjour, pendant une durée minimale de 3 ans.

Enfin, et pour finir cette chronique de la répression, le gouvernement de Mitterrand a décidé en avril dernier de construire pas moins de 13 centres d'hébergement façon Arenc (près de Marseille) : prisons spéciales-immigrés, qui séquestreront les travailleurs immigrés en instance d'expulsion et qui échappent à la juridiction normale des prisons. Des sortes de camps de concentration où tout peut se passer sans que personne n'en sache rien.

Le premier de ces centres est en construction en Seine St Denis à Dugny sur un terrain militaire près de Roissy. Attention ; le maire PC a émis des réserves : il veut bien de ce centre, mais "en dehors de toute agglomération"... Chacun a les revendications qu'il veut !

Les nôtres sont : PAS UNE EXPULSION

LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

FERMETURE DES CENTRES-PRISONS !

ALGERIE

2ème Plan

Renforcement de l'austérité

Le deuxième plan quinquennal (1985-1989) vient d'être soumis à l'approbation de l'Assemblée algérienne. Ses grandes lignes sont maintenant connues. Pour les révolutionnaires communistes, l'examen d'un tel plan ne se fait pas dans le but d'en proposer un autre dans le cadre du système capitaliste. Un contre-plan ne peut être qu'une manière plus ou moins différente de gérer l'économie capitaliste, donc l'exploitation des travailleurs. Si nous évoquons la politique à venir de la bourgeoisie, c'est pour montrer que les travailleurs doivent s'y opposer, les raisons qu'ils ont de le faire et la meilleure manière pour les opprimés de défendre leurs intérêts.

LES TRAITS GENERAUX DU PLAN

Le budget d'investissement global du deuxième plan quinquennal est de 500 millions de dinars (400 millions pour le précédent). Près de 50 % des dépenses programmées concerneraient la "réalisation effective" des projets du premier plan qui n'ont pas été achevés. La part des investissements dans les différents secteurs serait la suivante : 31,6 % pour l'industrie, 14,4 % pour l'agriculture et l'hydraulique, 15,7 % pour le bâtiment et l'habitat, 3 % pour la santé, 7 % pour l'éducation. Selon le pouvoir, le plan viserait essentiellement à assurer un meilleur rendement de l'appareil de production, et à la diversification de cette production.

Ainsi exposés, les objectifs de ce deuxième plan s'avèrent dans la droite ligne de la politique économique du régime ces dernières années. La réorientation des investissements vers des secteurs produisant des biens de consommation est certaine, même si elle reste très limitée. Elle s'explique surtout par la nécessité dans le contexte actuel de crise du système de production capitaliste à l'échelle mondiale, d'investir dans des branches immédiatement rentables.

CONCRETEMENT POUR LES TRAVAILLEURS

Pour les travailleurs, pour les classes populaires en Algérie, vus les besoins énormes dans tous les domaines (habitat, transport, santé, éducation, niveau de vie, etc.) le projet économique de la bourgeoisie ne peut en aucun cas se traduire par des améliorations, bien au contraire. Les planifications ont prévu que les trois/quart de l'enveloppe ira à l'importation des biens d'équipement, pendant que le quart seulement concernera les besoins de la population. La devise pour le prochain plan ne laisse aucune illusion : "le travail et la rigueur pour garantir l'avenir" ! Il paraît qu'il va falloir "bannir le comportement d'assisté longtemps affiché par les travailleurs" ! En plus, "une chasse systématique sera livrée à l'emploi parasitaire" (A.A. n° 891 article intitulé : "Le plan de l'après-pétrole").

.../...

La clique de Chadli annonce clairement la couleur. Elle veut d'une part diminuer la consommation populaire (diminution des importations de biens de première nécessité), et nous faire trimer davantage. La chasse aux emplois dits parasitaires signifie des licenciements. Mais le pouvoir est allé encore plus loin. Les impôts sur les salaires vont augmenter à partir de 1985. Ils seront calculés à partir du salaire brut, et non plus sur le net. Même les primes et les indemnités seront prises en compte. Des hausses de prix sont prévues.

La GSE (Gestion Socialiste des Entreprises), les prérogatives limitées des A.T. (Assemblées de Travailleurs) vont être remises en cause. Mises en place du temps de Boumédiène dans le but de donner l'illusion aux travailleurs qu'ils avaient leur mot à dire dans la gestion des entreprises, les structures de la GSE, pourtant sans grand danger pour les capitalistes, ne semblent pas au goût du jour. L'heure est au pouvoir sans partage et sans démagogie des patrons; le populisme de l'ère Boumédiène n'a plus cours.

Toutes ces mesures n'ont rien de surprenant : l'offensive capitaliste, les travailleurs la subissent partout, et elle est d'autant plus forte que les exploités sont passifs. Il incombe aux communistes révolutionnaires de mener une préparation active, une intervention déterminée pour préparer les travailleurs à la rispote. Cela veut dire intervenir contre la dégradation de nos conditions de vie, salaires, conditions de travail, etc. Contre la dictature et la répression, pour le droit des travailleurs à l'expression, à l'organisation, à la grève. Nous devons cependant comprendre que la classe ouvrière ne pourra peser fondamentalement sur la réalité sociale qu'en liant chaque lutte particulière à la bataille révolutionnaire pour détruire l'Etat bourgeois et le système capitaliste.

Pour que les travailleurs puissent faire prévaloir leurs intérêts, il leur est indispensable d'avoir une organisation autonome, une conscience claire de leurs objectifs et des moyens de les réaliser. C'est à ce titre que notre tendance oeuvre à la construction d'un parti de classe, d'un véritable organe de bataille politique et de compréhension théorique, qui pourra répondre à toutes les exigences de la lutte de classe.

Presse :

la fin du prêt-à-penser ?

Un haut conseil de l'information vient d'être créé en Algérie. Présidé par Chadli, on lui attribue comme mission "d'assurer la diffusion d'une information de qualité". Depuis quelque temps, les différents journaux à la solde du régime se sont faits l'écho de la préoccupation du pouvoir d'améliorer son image de marque, demandant aux journalistes d'abandonner un peu la "langue de bois" habituellement utilisée par les media et "qui finit par ôter toute crédibilité et rendre le message indigeste" (!) (Algérie Actualités n° 998). Apparemment, le pouvoir est conscient du peu de considération qu'ont les travailleurs, comme l'ensemble de la population, pour les moyens d'information officiels. "El Moudjahid" est surnommé par dérision "El Moudjavid" !

Cette prétendue libéralisation de l'information s'est soldée par une interview publiée par Algérie-Actualités, de Bigeard, tortionnaire célèbre lors de la bataille d'Alger. Cette interview a été présentée par ce même journal comme une preuve de "la fin du prêt-à-penser, d'un journalisme différent, fécondé par l'audace, le risque, la recherche de la vérité, etc." (A.A. n°996). Il n'en faut vraiment pas beaucoup aux plumitifs aux ordres. En quoi une interview de Bigeard remet en cause le monopole de l'information que s'arroge la dictature bourgeoise en Algérie ? N'est-ce pas plutôt un symbole ? Les travailleurs, l'ensemble de la population est baillonnée, alors que les anciens tortionnaires ont droit à la parole. Il est vrai que les tortionnaires d'aujourd'hui ont plus d'un point commun avec ceux d'hier... Et entre confrères, ...

Si le régime veut essayer d'avoir une presse, des moyens d'information moins discrédités, c'est pour mieux nous tromper. D'ailleurs, les mercenaires de l'information qu'il entretient le reconnaissent eux-mêmes : la réorientation actuelle s'inscrit "dans le cadre d'un engagement dénué d'arrière-pensées à l'égard de la direction politique". le "prêt-à-penser", comme le prêt-à-porter, doit de temps en temps se mettre au goût du jour pour pouvoir être vendu. La qualité de la marchandise, la marchandise elle-même, restent identiques : elles continuent à être un instrument docile des exploiters.

Il ne reste aux travailleurs, à tous ceux qui subissent l'exploitation et l'oppression de la dictature bourgeoise, qu'un seul moyen pour obtenir le droit de s'exprimer : se battre, lutter. Rien ne nous sera octroyé d'en haut. Les dizaines de travailleurs et de jeunes qui continuent à croûpir à Lambèse, SerdKadji, etc., dans les prisons du régime, sont là pour témoigner du sort qui est réservé à ceux qui n'acceptent pas l'exploitation en silence !

A BAS LA DICTATURE BOURGEOISE !

N'OUBLIONS PAS CEUX DES NOTRES QUI SONT EN PRISON !

Ben Bella

Des clins d'oeil au régime

Plus que le programme des Ben-bellistes lui-même, les propos tenus par Ben Bella lors d'une interview accordée au journal (El Badil n°5) de son organisation (mouvement pour la démocratie en Algérie) permettent de bien comprendre la nature bourgeoise de sa politique. C'est ainsi qu'il déclarait: "je demande l'assainissement avant le changement. Je ne veux pas médire du chef de l'Etat, mais il sert de paravent à tous les détournements de fonds, à tous les scandales en cours. Malgré tout cela, je reste prêt au dialogue ; et je ne réclame pas d'eux la perfection... Il me suffit de déceler chez eux une volonté réelle d'assainissement puis de changement, pour que j'accepte que cela se fasse progressivement, prenne un certain temps" ou encore: "s'il est un homme pour lequel je n'éprouve aucune inimitié, c'est bien Chadli"...

Pour Ben Bella, les trafics, les détournements, les pots de vin semblent être des anomalies dans le fonctionnement du système. Il suffirait de remplacer les bureaucrates bourgeois "malhonnêtes" par d'autres probes pour que les choses changent. Beaucoup de politiciens bourgeois dans tous les pays tentent de faire croire qu'il est possible de "moraliser" le fonctionnement du système capitaliste. D'ailleurs la clique au pouvoir en Algérie choisit régulièrement quelques bureaucrates comme boucs émissaires pour faire croire qu'elle lutte contre la corruption. Mais les pots de vin, les trafics sont indissolublement liés aux sociétés de classe en général, et à la société capitaliste en particulier. Se contenter comme le fait Ben Bella (et les tenants du régime) de dénoncer "les abus", c'est de la démagogie parce que ceux-ci font partie de la nature même du système. De plus, même sans, ou avec moins de corruption, le système capitaliste n'en reste pas moins un système d'exploitation et d'oppression où une minorité maintient la majorité dans l'esclavage et la misère.

Ben Bella semble ne pas écarter la possibilité de voir le régime "s'assainir" ; il serait même prêt dans ce cas-là à dialoguer avec lui... On comprend mieux ce qu'entend l'ex-dictateur par assainissement lorsqu'on l'associe à sa disposition pour le dialogue. En bon politicien bourgeois Ben Bella fait des clins d'oeil à ses adversaires en place.

Il ne critique pas directement Chadli et si d'aventure l'actuel dictateur pouvait faire une petite place à l'ancien... Evidemment en l'état actuel des choses, rien ne laisse présager une telle évolution de la situation. Mais elle n'est pas impossible parce que sur

le fond les Ben bellistes, comme ceux qui sont au pouvoir à Alger, sont tous des tenants du système capitaliste avec tout au plus quelques divergences sur la manière de gérer l'exploitation des travailleurs.

INTERNATIONAL

IRAN - IRAK

Une guerre fratricide de 5 ans

La guerre Iran Irak entre dans sa 5^e année sans que rien aujourd'hui ne permette d'en voir la fin. Outre le désastre économique, cette guerre a été une véritable boucherie qui a entraîné la mort de 500 000 hommes et enfants, alors que 700 000 autres ont été blessés et d'autres centaines de milliers croupissent dans les geôles des dictateurs Saddam et Khomeiny. Toutes les horreurs de ce massacre humain ont été largement divulguées par les médias, mais il reste une chose que la propagande bourgeoise tait : c'est l'enjeu véritable de cette guerre qui concerne non seulement les Etats belligérants mais aussi la stratégie des grandes puissances impérialistes.

CAUSES DU CONFLIT : CONTEXTE LOCAL

Le Moyen Orient a connu depuis des siècles une véritable balkanisation en différents Etats dont les frontières, correspondant à un découpage arbitraire effectué par les grandes puissances, n'ont jamais été déterminées avec précision.

Dans ce contexte, toute modification du rapport de force entre les Etats de la région engendre nécessairement des conflits par lesquels chaque bourgeoisie espère modifier le partage en sa faveur. Ainsi lorsque l'Irak a déclenché la guerre le 22 septembre 1980, il s'agissait de mener l'offensive sur 2 fronts.

Outre le fait que la situation insurrectionnelle prévalant en Iran (revendications de libertés élémentaires) constituait une menace de contagion pour l'Irak, le gouvernement Irakien souhaitait profiter de la chute du Shah et de la désorganisation de l'armée iranienne, pour accéder au nouveau poste de gendarme de la région laissé vacant.

Les territoires du Chatt El Arab qui avaient été le prétexte du déclenchement de la guerre, n'en constituaient pas moins une zone stratégique. Ces territoires permettent en effet le contrôle du Déroit d'Ormuz. Ils ont été l'objet de plusieurs conflits entre l'Iran et l'Irak jusqu'à ce que l'accord d'Alger en 1975 y mette un terme en garantissant à chacune des Bourgeoisies des avantages. D'une part le Shah s'engageait à priver la rébellion des Autonomistes Kurdes en Irak de son soutien, en contre-partie de quoi Saddam Hussein donnait satisfaction au Shah sur la question des territoires.

Depuis le début du conflit chaque bourgeoisie tente de déstabiliser l'autre en s'appuyant sur les rivalités internes. La bourgeoisie Iranienne soutient le mouvement chiite clandestin Al Dawa Al Islamiya. La bourgeoisie Irakienne, quant à elle, apporte son soutien au mouvement des masses d'Arabistan (Khouzistan Iranien). La situation est alors catastrophique en Iran : le nouveau régime est en conflit avec les autonomistes kurdes ; l'armée semble durement éprouvée, elle est épurée de 12 000 officiers opposants ; la débâcle économique s'accélère et ce contexte permet au régime irakien d'envisager une proche victoire.

LA GUERRE A RENFORCE LES DEUX REGIMES

La guerre dure depuis 54 mois et les espoirs de Saddam Hussein se sont vite dissipés. Le pouvoir iranien s'est non seulement stabilisé, mais il s'est renforcé. Mettant en sourdine leur dissension, les forces de l'armée régulière en voie de décrépitude et les pas-darans (milices islamiques) ont collaboré étroitement. Au nom de la guerre "Sainte" et de la "patrie en danger", le pouvoir a réussi à mobiliser les masses, les détournant ainsi d'une situation économique toujours plus cahotique et qui constituait un risque plus redoutable que la guerre elle-même.

Quant au régime Baasiste loin d'avoir été déstabilisé, il a pu grâce au conflit renforcer l'influence de l'armée. Depuis 1980, l'armée irakienne est devenue la meilleure armée du monde arabe avec celle de l'Egypte. En consolidant le pouvoir de l'armée, la bourgeoisie irakienne a pu renforcer l'exploitation des travailleurs. Elle a imposé des heures supplémentaires afin de subventionner la guerre.

De part et d'autre cette guerre a permis aux 2 régimes de diversifier leurs fournisseurs et de jouer sur les rivalités inter-impérialistes. Les fournisseurs de l'Irak sont d'une part l'URSS, la Chine, la France et le Portugal, d'autre part les USA, le Brésil, l'Egypte, la Jordanie, le Koweït, l'Arabie Saoudite. De son côté, l'Iran bénéficie du soutien de l'Espagne, la Suisse, la Turquie, le Chili, Israël (pays qui servent d'intermédiaires aux E.U.) et de la Pologne, RDA, la Syrie, la Lybie (Pays qui sont appuyés par l'URSS);

L'Iran bénéficie également du soutien de l'OLP, de l'Algérie et du Sud Yemen.

LES GRANDES PUISSANCES INTÉRESSÉES PAR LA GUERRE

Même si les différentes puissances impérialistes ne sont pas intervenues directement dans ce conflit, même si elles n'ont pas ouvertement pris parti pour l'un ou l'autre camps en présence, cette guerre leur a permis de juteux profits. S'il est incontestable que les grandes puissances trouvent un intérêt à cette guerre, il serait simpliste d'affirmer qu'elles l'ont directement déclenchée et qu'elles la contrôlent à 100 %.

Les grandes puissances entretiennent certes cette guerre mais dans la mesure où elle n'implique directement que deux États et que les risques de débordement régional ne soient pas trop grands. Ce qui préoccupe avant tout l'impérialisme c'est la sécurité des approvisionnements pétroliers et la libre circulation dans le Golfe. Les EU ont d'ailleurs promis de riposter par la force si le gouvernement iranien bloquait la navigation dans le Détroit d'Ormuz. Mais dans ce contexte, l'impérialisme russe, comme l'impérialisme occidental, font tout pour qu'aucun des deux pays ne prenne un avantage décisif.

Le conflit n'a pas évolué sans répercussion sur le plan de la production pétrolière; alors qu'en 1979 l'Irak produisait 3,5 millions de barils par jour, il n'en produit plus que 650 000, et l'Iran 1,4 million. Les réserves de la région (3,5 millions de barils quotidiens pour l'Arabie Saoudite, 2,6 millions pour les autres pays du golfe) et du monde (soit 44 % de la production mondiale), ne présage pas d'une intervention imminente des grandes puissances.

En attendant les deux pays se sont fourvoyés dans une guerre d'usure qui au commencement a permis la stabilisation des deux régimes, mais la situation évolue.

D'UNE SITUATION EXPLOSIVE POUR LES DEUX RÉGIMES...

En Iran : Si la guerre a joué dans les premiers temps le rôle de ciment national, aujourd'hui l'élan des martyrs s'est éteint. De plus en plus de jeunes échappent à la ferveur sacrée des premiers moments.

A la suite du bombardement de l'île de Kharg (source de pétrole) le gouvernement ne peut plus ni poursuivre le coûteux effort de guerre ni soutenir une économie rendue exsangue par 5 années de gestion anarchique.

La dictature khomeyniste est au pied du mur. Les réserves de devises se tarissent ; sur une population active de 10 millions, 6 millions sont chômeurs ; le marché noir prolifère ; le café, la viande sont devenus des denrées de luxe ; les couches aisées fuient vers l'étran-

ger.

Au sein du gouvernement et de l'armée, une opposition bourgeoise consciente de la faiblesse militaire du régime, de l'essoufflement de sa popularité est partisane de la négociation, de la paix avec l'Irak.

En Irak :

La situation économique n'est guère plus florissante. Les travailleurs font eux aussi les frais de la guerre.

Avant la guerre, le gouvernement détenait 30 milliards de réserve de devise, désormais il gère 40 milliards de déficit.

330 millions de dollars par jour servent à la guerre alors que les dépenses civiles ont été réduites de moitié; elles ne dépassent pas 8 milliards de dollars par an.

La production pétrolière a chuté de 80 %.

L'inflation a atteint 50 % alors qu'il devient difficile de trouver certains produits (beurre, farine, pièces de rechange d'automobile); les stations, faute d'approvisionnement en essence, sont gardées par des soldats.

Dans ce contexte, les masses populaires deviennent de plus en plus opposées à cette guerre.

... A L'EXPLOSION !

Face à cette guerre qui plonge chaque jour un peu plus les masses dans la misère, des mouvements de contestation se sont exprimés de part et d'autre des frontières.

A Dezfoul en Iran, les masses sont descendues dans les rues en scandant des slogans hostiles au régime ; dans cette même ville, l'Imam qui prêchait la poursuite de la guerre sainte a été pris à partie par la foule ;

A Yazd en Iran, des ouvriers se sont mis en grève.

Le 5 juin 84 après les bombardements de Baneh au Kurdistan iranien, les travailleurs de cette cité sont descendus dans les rues pendant plusieurs jours pour manifester leur haine de la guerre ;

Dans tout l'Iran, les jeunes se font faire des certificats d'inaptitude pour ne pas être envoyés au front ;

En Irak à Sulimanyah, une manifestation a eu lieu début 1984; le mot d'ordre était "ni Saddam, ni Khomeyni" ;

A Bagdad, à Bassorah, Mossoul, Sulimanyah... les travailleurs ont refusé les campagnes pour le "Travail Populaire " (travail gratuit pour financer la guerre) ;

A Rania et Sulimanyah les travailleurs se sont opposés aux 4 heures supplémentaires, à l'enrôlement dans les "milices populaires"; ils ont soutenu les grèves d'étudiants qui refusaient la guerre.

Les travailleurs, les masses populaires, d'Iran ou d'Irak, qui meurent pour les intérêts du capitalisme, des dictatures de Khomeyni et de Saddam doivent s'organiser, se préparer à retourner leurs armes contre ceux qui les envoient à la boucherie. Il n'y a pas d'autre alternative. Pour ne pas continuer à être trompés par le nationalisme, par les idéologies bourgeoises réactionnaires, il est indispensable que les travailleurs s'organisent de façon autonome, sur la base d'un programme de classe, contre la guerre, pour le défaitisme révolutionnaire.

... A l'heure actuelle, les masses populaires de Iran et d'Irak sont en train de se réveiller. Elles ont compris que leur seule chance de survie réside dans la lutte de classe. Elles ont compris que leur seule chance de victoire réside dans la lutte internationale. Elles ont compris que leur seule chance de libération réside dans la lutte pour la paix et la démocratie.

Face à cette guerre qui dure depuis plus de dix ans, les masses populaires de Iran et d'Irak ont pris conscience de leur situation. Elles ont compris que leur seule chance de survie réside dans la lutte de classe. Elles ont compris que leur seule chance de victoire réside dans la lutte internationale. Elles ont compris que leur seule chance de libération réside dans la lutte pour la paix et la démocratie.

En Iran, les masses populaires ont pris conscience de leur situation. Elles ont compris que leur seule chance de survie réside dans la lutte de classe. Elles ont compris que leur seule chance de victoire réside dans la lutte internationale. Elles ont compris que leur seule chance de libération réside dans la lutte pour la paix et la démocratie.

IMPERIALISME FRANÇAIS

HORS DE NOUVELLE - CALEDONIE !

UNE DES DERNIERES COLONIES FRANCAISES

C'est aujourd'hui l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie (couvre-feu, interdiction des manifestations, etc.). Depuis quelques mois le torchon brûlait dans cette région, et Pisani, négociateur professionnel, pensait calmer les travailleurs kanaks en leur faisant miroiter une carotte : la fédération du pays sous l'égide de la France et de ses intérêts. Maintenant que les choses se compliquent, c'est le bâton ! Pourquoi le recul des négociations ? Parce que les colons et les petits blancs sont prêts à faire couler du sang kanak pour défendre leurs privilèges, - et parce que les Kanaks espèrent plus de leur lutte contre l'Etat impérialiste français.

Cette colonie date de 1853. C'est Napoléon III qui y avait établi une garnison, et ensuite y furent envoyés successivement les forçats français, puis près de 4000 travailleurs réprimés lors de la Commune. Il est amer de penser que les Caldoches réactionnaires et revanchards d'aujourd'hui sont les petit-fils des Communards ! En 1983, la Nouvelle-Calédonie comptait 145 000 habitants, dont 43 % Kanaks, 24000 immigrés du Pacifique (Wallis et Futuna, Tahiti, Indonésie), et 37 % Européens. Depuis toujours, les Kanaks ont été dépossédés des meilleures terres et privés de tout droit politique. Jusqu'à 1946 (seulement !) où ils ont accédé à la citoyenneté française, et commencé à fréquenter les écoles secondaires, ils n'avaient le droit de sortir de leurs réserves que pour aller travailler pour les colons, à des prix de famine.

Comme dans toute colonie, les Kanaks ont été expropriés de leurs terres et sont parqués sur 374 000 hectares (les moins bons), alors que 2300 propriétés de colons occupent 333 000 hectares, les plus fertiles. Les Kanaks sont soit travailleurs agricoles, soit employés dans les mines de nickel. Les Caldoches (d'origine européenne) par contre, sont ou bien des fonctionnaires, ou des "petits blancs" (petits propriétaires de mines) ou des commerçants, quand ils ne font pas partie des propriétaires des 366 grandes exploitations qui représentent 300 000 hectares ! Par ailleurs, les riches n'investissent pas en Nouvelle Calédonie, mais en Australie ou ailleurs.

Chez les Kanaks, une ultra-minorité de "notables" collabore avec l'administration française et a su elle aussi se tailler une place au soleil (de nombreux dirigeants du FLNKS viennent d'ailleurs de là). Ces différences de classe créent une situation explosive, qui risque aujourd'hui de remettre en cause la stabilité des intérêts français dans la région. Mais dans quelle mesure ?

.../...

LES INTERETS DE L'IMPERIALISME

C'est d'abord les richesses minières : le nickel, dont la Nouvelle-Calédonie est le troisième producteur mondial. L'Etat et les capitalistes français contrôlent ainsi 25 % du nickel mondial. Le nickel de nos jours est surtout intéressant quand on l'allie avec d'autres métaux stratégiques, qui sont utilisés pour les avions, les fusées, etc. La crise de la métallurgie en Europe a du même coup entraîné une baisse des prix du nickel depuis quelques années, et le marché est moins florissant qu'il y a quelque temps.

C'est ensuite une place stratégique, d'où l'impérialisme français peut contrôler les communications dans cette partie du monde.

Ce sont enfin des eaux territoriales qui renferment un grand nombre de richesses minières.

L'impérialisme français n'a donc aucun intérêt à perdre son contrôle là-dessus. Tout au plus, si la contestation se développe, peut-il essayer de maintenir et instaurer de nouvelles formes de tutelle économiques et politiques : mais celles-ci ne changeront rien fondamentalement, si l'Etat et les capitalistes français restent propriétaires des mines et des principales affaires de Nouvelle-Calédonie. Mais le FLNKS l'entend peut-être d'une autre oreille...

QUE VEUT LE FLNKS ?

L'indépendance nationale. Le Front de Libération Nationale Kanak Socialiste a été créé en 1968 par des "notables" comme Tjibaou, Machoro, etc., revenant de France. La plupart des personnalités du FLNKS ont un passé de gestionnaires locaux. Tjibaou en 1982 devint vice-président du conseil du gouvernement de Nouvelle-Calédonie; Yewene Yewene est le PDG de la société Air Calédonie, et avant tout un chef de la police, un "ministre de l'intérieur". Pendant longtemps, ils ont espéré, dans le cadre d'une coalition avec les dirigeants Caldoches, être portés au pouvoir sous l'égide du gouvernement français.

Aujourd'hui que les négociations avec Pisani semblent compromises, il se peut qu'ils essayent d'y aller seuls, - à moins qu'ils réclament un nouveau négociateur. La Charte du FLNKS ne parle que d'indépendance et de lutte nationale contre le joug colonial (comme le programme du FLN algérien en son temps ...), et l'on ne peut pas dire qu'elle s'adresse aux Kanaks pauvres, mineurs et petits paysans, autrement qu'en faisant vibrer leur corde nationaliste. On comprend cependant parfaitement que la population kanake toute entière, classes confondues, révoltée contre les colons français, se batte pour ses droits. Le problème est : quels intérêts à long terme le peuple kanak va-t-il trouver à être dirigé par de nouveaux bourgeois kanaks, toujours prêts à les employer dans les mines et comme travailleurs agricoles ?

.../...

QUELLE INDEPENDANCE ?

C'est pour trouver une réponse à cette question qui soit conforme à ses intérêts que l'impérialisme français a envoyé sur place Pisani. Ne nous trompons pas : le plan qu'il a proposé est destiné avant tout à préserver les dividendes des capitaux français sur ce petit archipel du bout du monde. L'"indépendance-association" préconisée par Pisani vise surtout à donner aux Kanaks la satisfaction morale de l'indépendance, payée par la promotion de dirigeants nationalistes kanaks. Les profits continueraient à aller vers les comptes en banque des Européens devenus "résidents privilégiés". Certaines entreprises pourraient être nationalisées, c'est-à-dire que les exploités seraient "indemnisés" avec l'argent des masses kanakes pressurées un peu plus pour l'occasion. Quant aux propriétaires des domaines agricoles (Caldoches principalement), leur "droit au travail" (!) serait protégé. Enfin, Nouméa aurait un statut spécial : "concession globale de longue durée", - un peu comme ce que les vieux impérialismes s'étaient taillé dans la vieille Chine semi-colonisée.

Bref, Pisani et l'Etat français n'ont pas pris de risques : surtout lorsque l'on sait que pour prévenir toute riposte, ils ont fait venir l'artillerie lourde ; depuis la proclamation de l'état d'urgence, 6000 hommes des forces de l'ordre stationnent en Nouvelle-Calédonie, soit un soldat ou policier pour 24 Calédoniens ! 18 blindés avec mitrailleuses, lance-grenades, lames anti-barricades, 2 Transall, 7 hélicoptères Puma et 3 Alouette pour les transports des troupes : voilà les arguments du plan Pisani les plus convainquants pour faire passer l'"indépendance" façon impérialisme français !

Inutile de dire que pour les masses opprimées de Nouvelle-Calédonie, l'indépendance, c'est autre chose : c'est surtout lutter contre les aspects les plus caricaturaux de l'oppression coloniale : contre l'absence de droits, contre l'expropriation des meilleures terres, contre le pouvoir unilatéralement tenu par les colons, etc. En cela, on ne peut que comprendre leur révolte légitime, qui doit couvrir depuis des dizaines d'années, et qui débouche actuellement sur une lutte ouverte contre l'Etat français, depuis que celui-ci a compromis les chances du plan Pisani. En effet, le révoltant assassinat d'Eloi Machoro par l'Etat français (Machoro était parmi d'autres un leader du FLNKS), ainsi que le fait que les masses kanakes sont les premières victimes de la répression policière exercée par la police française, a ramené l'ébauche de négociations au point zéro, - avec en plus une hostilité déclarée dans les deux camps.

Nous devons être parfaitement solidaires de la lutte des masses kanakes face à l'impérialisme français ; mais gardons-nous de l'impasse nationaliste. Le combat des masses en Nouvelle-Calédonie risque de profiter à des notables, des petits-bourgeois kanaks. Les exemples ne manquent pas de pays (l'Algérie, le Vietnam, etc.), qui après des sacrifices, des luttes sanglantes, ont vu la lutte de la majorité, confisquée par une minorité. Pour éviter ce piège, les travailleurs Kanaks (et autres), bref la population pauvre de Nouvelle-Calédonie doit s'organiser de manière autonome, afin de tenter de faire prévaloir ses intérêts propres, ses intérêts de classe !

IMPERIALISME FRANCAIS HORS DE NOUVELLE CALEDONIE !
POUR LA LUTTE DE CLASSE !

Tiers - Mondisme et

préjugés contre - révolutionnaires

Depuis que les travailleurs luttent contre l'oppression capitaliste, il s'est toujours trouvé des courants politiques, des théoriciens pour tenter d'une manière plus ou moins déguisée de les décourager, de les désarmer, de cantonner leur combat dans le cadre du système.

A l'époque, Marx et Engels s'étaient opposés, entre autres, à Bakounine et aux anarchistes; Lénine et la gauche de la IIème Internationale à Bernstein et à Kaustky, etc. L'histoire du mouvement ouvrier est en partie l'histoire du combat qu'ont mené les communistes révolutionnaires contre les courants, les théoriciens, les idéologies qui sont franchement, ou de façon déguisée, contre-révolutionnaires.

Au nombre de ces idéologies réactionnaires, il en est qui prétendent que la classe ouvrière, de nos jours, n'est plus révolutionnaire, car elle serait achetée par les bourgeoisies capitalistes : elle aurait ainsi tendance à s'enrichir, donc à s'embourgeoiser, donc à disparaître en tant que classe ouvrière. Ce processus en outre se ferait sur le dos et aux dépens des masses laborieuses des pays du "Tiers-Monde", qui paieraient de leur sueur le prix de cette "émancipation". Nous opposons ici les arguments de l'analyse marxiste à ces contre-vérités.

EST-IL VRAI QUE LA CLASSE OUVRIERE DES PAYS IMPERIALISTES AIT TENDANCE A S'ENRICHIR ?

L'idée serait que les travailleurs des pays impérialistes occidentaux n'ont plus : "rien à perdre, que leurs chaînes", comme disait Marx, mais au contraire bénéficient de la richesse globale de ces sociétés capitalistes. Ils auraient en fait tout à attendre du capitalisme, qui en se développant, distribuerait inéluctablement une part de ses surprofits aux plus défavorisés. Les ouvriers deviendraient en fait de nouveaux petits-bourgeois. Inutile de dire que si ce processus était possible pour les sociétés "avancées", on ne voit pas pourquoi il ne le serait pas non plus - à plus long terme, peut-être - pour les pays capitalistes du "Tiers-Monde", le capitalisme renfermant sa propre tendance à réduire à zéro les inégalités (mais nous verrons ce point de vue plus loin).

La conséquence de cette idée, pour laquelle le monde s'achemine tranquillement vers des lendemains idylliques, est que les travailleurs auraient tort de vouloir détruire ce système et d'être révolutionnaires, alors qu'avec des réformes appropriées (plus d'égalité, des salaires meilleurs, etc.), on pourrait progressivement obliger les bourgeois à mieux répartir leurs biens.

.../...

Pour répondre à cette idée, il suffit de partir de cette constatation : il est manifeste que les ouvriers vivent mieux aujourd'hui qu'au début du capitalisme sauvage où les enfants commençaient à travailler à six ans, où les travailleurs mouraient comme des mouches, travaillaient plus de seize heures par jour, n'avaient pas de vacances, etc.

Mais ce phénomène est principalement dû aux luttes qu'ils ont menées pour défendre leurs conditions de vie depuis maintenant deux siècles. La journée de 8h, les congés payés, la sécurité sociale, la médecine, les salaires plus décentes sont des acquis des classes ouvrières occidentales chèrement conquis au prix de leur sang.

On peut aussi admettre que les démocraties bourgeoises ont cédé du terrain aux ouvriers, dans ce sens plus facilement que ne le ferait aujourd'hui une dictature capitaliste d'un pays "sous-développé" - qui ne peut se permettre le "luxe" d'acheter des larges couches-tampons réformistes (bureaucraties syndicales, etc.), ni de céder aux masses des miettes, même dérisoires. Cette deuxième raison vient surtout de la grande productivité du travail des classes ouvrières des pays "avancés" : pour sauvegarder cette productivité, les bourgeoisies de ces pays ont intérêt à savoir lâcher du lest pour maintenir la paix sociale.

- Pourtant, nous ne pensons pas que les travailleurs aient tendance à "s'enrichir" sous la société capitaliste, même s'ils ont su se tailler un sort plus enviable qu'au début du capitalisme. Nous pensons même qu'ils ont tendance à s'appauvrir. Nous voulons parler de paupérisation relative :

a) Ainsi tout d'abord, la part qui revient aux ouvriers, comparée à la production totale des richesses de la société, est toujours plus faible (cette production de richesses étant toujours plus grande). D'une façon générale, les ouvriers n'ont que ce qu'il leur faut pour vivre - quand ils arrivent même à avoir le nécessaire, ce qui est loin d'être le cas de tous, alors que les bourgeois, eux, amassent de colossales fortunes, et que la société capitaliste elle-même est capable potentiellement de créer des richesses toujours plus grandes (qui pourraient permettre par exemple de faire vivre décemment les centaines de millions d'hommes qui crèvent de faim dans le monde).

b) Par ailleurs, il faut beaucoup de santé pour soutenir qu'un travailleur est riche parce qu'il a pu par exemple s'acheter une machine à laver ou une voiture. Comment peut-on en effet honnêtement dire que les ouvriers s'embourgeoisent quand on voit les cités-bidonvilles dans lesquelles ils s'entassent, le SMIG à 4100 Fr avec lequel il faut faire vivre une famille, etc. Quand bien même un ouvrier, après des années d'économies et de sacrifices, peut s'acheter une auto, en cas de grève, c'est la première chose qu'il revend (voir les mineurs anglais en lutte depuis onze mois).

.../...

D'autre part, cette aggravation avec la crise des conditions de vie des travailleurs des sociétés impérialistes va de pair avec la mise à la rue en dessous du "seuil absolu de pauvreté" de millions d'individus qui auparavant arrivaient à survivre. Le chômage massif qui se développe actuellement en est responsable, ainsi que la politique des gouvernements, et cela ne peut aller qu'en s'aggravant ... jusqu'à la prochaine guerre. Le Monde Diplomatique de fin 1984 montrait que le prétendu "boom" économique (qui en fait n'en est pas un) s'était soldé par le plus grand nombre de "pauvres absolus" jamais atteint depuis des dizaines d'années. Sans parler du corollaire au niveau mondial, qui est l'augmentation progressive des famines et de la misère pour les masses laborieuses des pays "sous-développés".

Il faudrait être d'un optimiste béat ou se boucher sciemment les yeux pour ne pas comprendre que cette tendance à l'appauvrissement des classes exploitées de par le monde, sans exception, est bien réelle, ... et à combattre.!

c) Ensuite, l'idée que les salaires ne peuvent aller qu'en s'accroissant est parfaitement contraire à la nature du capitalisme, ... et contraire à l'histoire que nous vivons depuis deux siècles. En effet, la baisse tendancielle du taux de profits (la logique du capitalisme étant qu'il a besoin de toujours plus de profits pour survivre et qu'il a toujours plus de mal à en trouver) pousse les bourgeoisies à rechercher toujours plus de plus-value. Or on le sait, la plus-value est cette part de travail non-payé extorqué à l'ouvrier en plus de la quantité de travail nécessaire pour reproduire sa force de travail (qui constitue littéralement son salaire).

Les patrons et Etats capitalistes ont donc intérêt à toujours plus exploiter leurs ouvriers, tout au moins dans les limites de la résistance de ceux-ci. On le voit tous les jours dans les usines avec l'augmentation drastique des cadences, les réductions d'effectifs qui donnent plus de travail à ceux qui restent, la baisse relative des salaires (par rapport à la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat). Pourquoi les capitalistes iraient de bonté d'âme réduire cette part de profits (en payant mieux les ouvriers), alors que leur survie leur en demande toujours plus et qu'ils sont prêts à tout pour s'en procurer (guerres, crises, mises à la rue de millions d'ouvriers, pollutions mortelles pour produire à meilleur prix, etc.) ? Seule une fiction la plus indéfendable pourrait prétendre le contraire.

d) Enfin, en dernière analyse, le problème n'est même pas là. Nous ne sommes pas des mesureurs de misère. A cet égard, même les différences d'"aisance" au sein des classes ouvrières, entre les diverses couches et catégories de travailleurs, ne sont pas significatives pour nous. Nous les retrouvons d'ailleurs partout : dans les classes ouvrières des pays "avancés" comme les "sous-développés". Et c'est d'ailleurs un fait que l'écart entre ces couches est plus grand dans les pays capitalistes "arriérés" qu'en Occident, dans les métropoles impérialistes. Nous ne sommes pas misérabilistes et nous ne pensons pas qu'au-dessous de 4000 Fr/mois il faille lutter, et qu'au-dessus de 5000 Fr il ne faille rien faire. Le Capital est un rapport social, rapport d'exploitation, qui fait que l'ouvrier, quel que soit son salaire, - de toute façon misérable -, n'a pas d'autre alternative que d'aller vendre

.../...

toute sa vie sa force de travail. Les deux seuls événements qu'il risque de vivre sinon, c'est soit se retrouver à la rue un jour, en période de crise, soit servir de chair à canon lors d'une prochaine guerre.

C'est ce rapport que nous combattons de toutes nos forces, et à cet égard, les discussions sur le niveau de salaire où un ouvrier doit ou non se sentir à l'aise, sont pour nous scolastiques et dangereuses ! Nous ne pensons pas que la plus ou moins grande misère ait un rapport mécanique avec le degré de conscience révolutionnaire. Les masses ayant un niveau de vie misérable ne sont pas forcément les plus prêtes à lutter (de même à l'inverse, les travailleurs gagnant mieux leur vie que la moyenne, ne sont pas inéluctablement "récupérés" par la société capitaliste). En dernier recours, c'est leur place dans la production, leur sort d'esclaves salariés à vie, qui déterminent les ouvriers à se battre contre le système en place, ... et à s'organiser pour le détruire.

EST-IL VRAI QUE LA CLASSE OUVRIERE DES PAYS IMPERIALISTES VIT AUX DEPENS DE CELLE DES PAYS "ARRIERES" ?

L'internationalisme prolétarien serait illusoire car les ouvriers des pays "avancés" recevraient un pourcentage de l'exploitation du "Tiers-Monde" et en bénéficieraient matériellement. Cette thèse induit que la solution à ce problème serait dans un premier temps de mettre un terme à l'"échange inégal", et d'établir de puissants capitalismes d'Etat locaux, nationalistes, qui se serviraient du contrôle qu'ils ont sur le marché pour relever les prix des marchandises et des salaires. Le sort des ouvriers du "Tiers-Monde" irait donc à l'encontre de celui des ouvriers des pays impérialistes.

Ce réformisme malheureusement ne résoud pas la véritable cause de la misère du Tiers-Monde : les concentrations massives de richesses entre les mains de la classe capitaliste sur le plan international. A l'époque de la formidable imbrication des marchés mondiaux, il n'y a pas d'avenir séparé - pour aucun pays capitaliste. A fortiori pour une classe ouvrière locale.

D'abord il faudrait ne pas voir que les bourgeoisies "sous-développées" sont prêtes, pour s'enrichir, à l'accumulation du capital la plus féroce et donc à l'oppression la plus grande de leur classe ouvrière. (ex. : la Chine du Grand Bond en Avant, la Russie de Staline, etc.). Penser que ces bourgeoisies seront solidaires de leurs ouvriers - contre les ouvriers des pays capitalistes plus avancés, est particulièrement funeste. Tous les jours nous montrent que quand leurs intérêts sont menacés, les bourgeoisies se serrent momentanément les coudes (ex. : les expulsions organisées par les Etats français et algériens). Et que les bourgeois d'Algérie, par exemple, sont prêts à tout pour faire se serrer davantage la ceinture aux ouvriers (cf. TIL depuis bientôt dix ans), - pour pouvoir rivaliser avec leurs confrères occidentaux. Ce serait faire preuve d'un nationalisme bourgeois à tout crin que ne pas voir cela.

.../...

Ensuite, cette théorie est fautive parce qu'il n'est pas vrai que les ouvriers occidentaux soient moins exploités que les ouvriers du "Tiers-Monde", - c'est même exactement le contraire. Ils sont plus exploités car la productivité de leur travail est plus grande (cadences plus fortes, etc.). Ils créent donc plus de plus-value. Ils ne sont donc pas considérablement privilégiés par rapport aux ouvriers des pays "arriérés". Il est vrai, maintenant, que comparativement leur niveau de vie est relativement meilleur. Mais nous avons vu aussi qu'il était principalement dû à leurs luttes, plus qu'à tout autre chose, et qu'en plus ces différences-là, au sein d'une même classe ouvrière comme entre celles de différents pays, ne changeaient rien à leurs intérêts de classe. De même que les travailleurs plus qualifiés et mieux rétribués des pays "arriérés" n'ont pas moins objectivement les mêmes intérêts que les travailleurs du même pays moins payés.

Ce qui nous intéresse, nous révolutionnaires, c'est de mettre en avant les revendications susceptibles de regrouper le plus grand nombre possible d'ouvriers et de défendre leurs intérêts communs. Or ces intérêts sont et ne peuvent être qu'internationalistes !

EST-IL VRAI QUE LA CLASSE OUVRIERE DES PAYS IMPERIALISTES AIT TENDANCE A DISPARAITRE ?

Avec le développement des technologies, du machinisme, la classe ouvrière aurait tendance à disparaître. Les travailleurs, les producteurs ne seraient plus nécessaires à l'époque de l'automatisation (de la robotisation). Tout ou partie des tâches pénibles, aliénantes, seraient en voie d'être prises en charge par des robots ... On aboutirait bientôt dans les pays développés économiquement au remplacement de la classe ouvrière par d'autres catégories sociales, des "couches moyennes" en plein essor ! Une des conséquences de cet état de fait serait l'inutilité de la lutte des classes dans les pays impérialistes, le déclin de la classe ouvrière rendant inutile toute perspective prolétarienne révolutionnaire.

Si ce point de vue était valide, il faudrait alors croire que le profit n'est plus le moteur de la société, ou qu'il ne provient pas de l'exploitation des travailleurs. Il faudrait admettre aussi que le mode de production capitaliste a pu procéder à son propre dépassement en évoluant en douceur; en d'autres termes, il faudrait admettre que le mode de production capitaliste est un mode de production unique dans l'histoire de l'humanité, le seul qui sur la base d'une dynamique interne aurait réussi à résoudre naturellement ses propres contradictions. Pourquoi, comment en serait-on arrivé là ? A cela, nulle réponse. Il n'est par contre pas difficile de voir qui a intérêt à considérer que le capitalisme est un mode de production qui échapperait aux lois communes de l'histoire : ceux qui sont les tenants du système !

A priori, on pourrait penser qu'il existe un moyen simple de savoir incontestablement si le nombre des ouvriers s'accroît ou non, dans quelles proportions, à quel rythme, à quelles époques. Mais les chiffres à ce propos

.../...

sont quasiment introuvables, ou alors sujets à caution. Pour les organismes de recensement bourgeois, la définition de la catégorie ouvrier semble des plus difficiles à définir. On parle de salariés en général. De plus, pour montrer que le prolétariat est en voie de disparition dans les pays avancés (à l'échelle mondiale même), les statistiques sont manipulées. On prend quelques exemples isolés, par exemple le cas de la stagnation de la proportion de salariés employés dans le secteur industriel en Grande-Bretagne de 1930 à 1960, pour la généraliser de façon abusive. Si en Grande Bretagne, la situation est ainsi, donc... Ou encore le nombre d'ouvriers a diminué entre 1970 et 1984 en Europe : donc la classe ouvrière est en voie de disparition; on oubliera de parler de la crise, du développement du chômage et le tour est joué.

Autre procédé de manipulation : l'utilisation exclusive de pourcentages, sans explication, sans lier les chiffres à l'ensemble de la situation sociale. C'est ainsi par exemple que le pourcentage de travailleurs dans la population entre 1910 et 1920 est de 55 %; il chutera dans la période qui va de 1920 à 1930. Cette chute du pourcentage ne correspond pas du tout à une diminution du nombre de travailleurs, puisque ce nombre est de 21 millions (cf S. Rubak "La classe ouvrière en expansion permanente"). Par contre elle s'explique par une poussée de natalité qui augmente la population française d'un million et demi de nouvelles personnes.

Au niveau mondial, il est relativement aisé de citer des chiffres significatifs quant à l'expansion de la classe ouvrière, par contre. Le pourcentage des salariés du secteur industriel par rapport à la population active mondiale est en progression sur une période suffisamment longue pour être probante : 17,4 % en 1950; 19,4 % en 1960; 23 % en 1970 (Annuaire BIT 1968/70).

Dans les pays économiquement avancés comme la France, l'Italie, le Japon, et les Etats-Unis, le nombre d'ouvriers a connu un pourcentage de progression dans la période allant de 1930 à 1965 respectivement de 34 %, 60 %, 210 %, et 71 % ! Ce pourcentage de progression sur 35 ans du nombre d'ouvriers comparé à l'évolution de la population active, montre que le prolétariat a crû par rapport aux autres classes sociales, par rapport même à l'ensemble de la population. Entre 1965 et 1985, le nombre d'ouvriers a certainement diminué à l'échelle mondiale. Mais les causes (crise conjoncturelle, chômage) en sont connues. Si l'on se réfère comme on vient de le faire aux chiffres, on peut voir que la tendance à l'échelle mondiale (comme dans les pays capitalistes avancés) lors du 20^{ème} siècle (1900 à nos jours) est à l'augmentation du nombre de travailleurs dans l'absolu, comme par rapport à la population active. Toutefois, cette tendance ne s'exprime pas d'une manière linéaire. Des reflux conjoncturels peuvent avoir lieu (guerres, crises, etc.) et se manifestent de façon inégale en fonction des situations locales, - mais ne contredisent pas la tendance.

De toute façon, il apparaît que le développement du capitalisme s'accompagne nécessairement du développement du prolétariat. Cela n'a rien d'étonnant quand on sait que la source de l'accumulation capitaliste provient de l'exploitation des travailleurs.

.../...

Quand le capital est en crise, le nombre d'ouvriers diminue (chômage, qui représente un groupe de travailleurs potentiels). Certains, pour justifier une prétendue diminution historique (qu'ils confondent d'ailleurs avec la disparition) du prolétariat, invoquent l'automatisation, le remplacement des hommes par des machines. Or en tous temps, de nouvelles machines ont été inventées et introduites dans le procès de production. A chaque fois, le nombre de travailleurs s'est accru. La classe ouvrière s'est formée par et avec le mécanisme. Dans le cas de l'automatisation, le travail humain pourrait être réduit ou supprimé totalement dans les entreprises où elle serait introduite. Mais elle donnerait du travail aux industries où le travail humain est requis : production, reproduction des machines elles-mêmes. Mais est-ce que l'automatisation est susceptible de se généraliser ?

Sûrement pas dans le régime actuel. Dans une période de crise comme la période actuelle, les capitalistes, pour faire face à leurs rivaux, sont obligés de "moderniser", d'augmenter la productivité dans leurs entreprises. Cette augmentation de la productivité; ils l'obtiennent en ayant des moyens de production plus performants et surtout en faisant trimer davantage les travailleurs. Rien ne prouve plus l'origine des profits, de la richesse sociale, que la politique des bourgeois. De Reagan à Mitterrand, en passant par Tchernjenko, dans tous les pays les capitalistes mettent en oeuvre la même politique : blocage des salaires, augmentation des cadences, licenciements. Si les ouvriers n'étaient pas la source de la richesse sociale, les bourgeois n'auraient nul besoin de les pressurer encore et encore : ils n'auraient qu'à les remplacer par des robots. Les ouvriers, de par leurs salaires, sont les seuls producteurs de plus-value, donc de profits. Les machines, elles, ne sont passalariées. Il faudra attendre une société non basée sur le profit pour que les machines puissent un jour relayer les hommes pour les travaux pénibles, et pour que la journée de travail diminue considérablement, - et soit répartie entre tous !

La généralisation de l'automatisation n'est donc pas possible dans le système capitaliste parce qu'elle entraînerait la chute des profits. Le capitaliste ne l'admet et ne la développe que dans la mesure où elle permet conjoncturellement d'augmenter les rendements des ouvriers.

Ne nous trompons donc pas : la révolution est toujours - plus que jamais - à l'ordre du jour. Il est toujours plus urgent pour nous de la préparer, avant que le capitalisme ne sombre dans une ultime guerre ou la barbarie.

Par ailleurs, les seuls qui n'ont rien ni jamais à gagner de ce système, ce sont les ouvriers du monde entier, qu'ils soient du Nord ou du Sud, d'Europe ou d'Asie. Et leur sort ne peut aller qu'en s'aggravant ! Ne nous trompons pas non plus d'ennemi : nationalisme et racisme ne sont que les deux mêmes tendances d'une même idéologie qui arrange les bourgeois, qu'ils soient impérialistes ou non : celle qui pousse les ouvriers à se dresser contre leurs frères de classe. Pendant ce temps, nos véritables ennemis tirent de nous leurs profits !

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bimestriel est l'expression de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il veut être le lien entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration, et celle de leur pays d'origine. C'est aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

Nous militons pour :

L'Organisation : pour construire un parti ouvrier efficace et organisé, centralisé et démocratique, qui puisse être à l'avant-garde des luttes au Maghreb, et lutter pour l'indépendance de classe des travailleurs.

Communiste ; parce que nous nous réclamons d'une tradition qui va de Marx Engels, jusqu'à Lénine. Pour nous, le communisme n'a ni le visage de Staline, ni celui de Mao. Il n'y a pas de pays communiste au monde où les classes, le salariat et les rapports marchands aient été abolis.

Révolutionnaire : parce que nous luttons pour la destruction des Etats bourgeois, contre le capitalisme privé ou d'Etat, et pour l'instauration de la dictature du prolétariat.

Internationaliste : parce que les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières ne sont que le cadre de leur exploitation, et le socialisme ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige leur unité internationale.

d'Algérie : parce que nous vivons là-bas ou sommes originaires de ce pays, et que nous intervenons politiquement en direction de ce pays. Etre communiste implique obligatoirement d'inscrire son action dans la perspective de la construction d'un parti ouvrier international : cela signifie donc que nous ne cantonnons pas notre activité à l'Algérie.

Si nos idées t'intéressent, écris-nous, fais-nous part de tes suggestions et critiques, envoie-nous des informations sur ta boîte, ton quartier. Ce journal est ton journal, fais-le circuler, aide-nous à le faire connaître.

T.I.L.
29, rue Descartes
75005 Paris

SOUSCRIPTION

Nous ouvrons une souscription en soutien militant à notre journal. Envoie-nous ce que tu peux.

ABONNEMENTS

France : 60 fr. Etranger : 80 fr
en timbres poste

Nous vous rappelons que nous ne pouvons accepter ni les chèques ni les mandats.

LISEZ NOTRE PRESSE INTERNATIONALE

Combat Communiste : mensuel
(France)

Le Travailleur Communiste
(Italie)